



Institut
EGA

L'Europe face à son « moment Perry » : repenser la puissance à l'ère des nouveaux empires

Arnaud Valli

Chercheur associé à l'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega),
membre du comité consultatif de l'Observatoire français de l'Otan.

13 janvier 2026

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Comment citer cette publication :

Arnaud Valli, *L'Europe face à son « moment Perry » : repenser la puissance à l'ère des nouveaux empires*, Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 13 janvier 2026.

66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org

À propos de l'auteur

Arnaud Valli est cadre dans l'industrie de défense. Officier de réserve de la Marine nationale, il a également servi comme conseiller politique du Commandement Maritime de l'OTAN. Diplômé de Sciences Po Paris, de la Sorbonne et de l'Institut Supérieur de la Défense et de l'Armement, Arnaud Valli est l'auteur de plusieurs publications sur les questions militaires, stratégiques et navales (Lauréat du prix Amiral Castex 2024).

Table des matières

Introduction	2
Le choc des bateaux noirs et la modernisation forcée.....	2
Le retour de la diplomatie de la canonnière	4
« Les forts font ce qu'ils peuvent, et les faibles subissent ce qu'ils doivent ».....	5
Faire le deuil de la <i>pax americana</i>	5
Les conséquences à long terme d'une Amérique en pleine mutation	7
Les comparaisons historiques épuisées et le bilan posé, que faire ?	8
La diplomatie transactionnelle comme successeuse du lien transatlantique	8
La question de l'échelle pertinente.....	9
Le défi d'une génération	10



Image générée à l'aide de ChatGPT 5.2, inspirée de
https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Putting_his_foot_down.jpg

Il fut un temps où les empires occidentaux s'imposaient aux autres sociétés par la simple force de leurs armes et de leurs technologies. Nous voici revenus au temps de la diplomatie de la canonnière, mais cette fois, c'est l'Europe qui en est la cible. Saurons-nous, à l'image des rares nations qui y ont échappées, révolutionner notre vision du monde et bouleverser nos sociétés pour redevenir à notre tour suffisamment puissant ? Face à l'appétit des empires et aux fantasmes de l'ancien allié américain, l'indépendance de l'Europe est à ce prix.

Introduction

L'Europe tremble. Beaucoup avaient espérés que la première administration Trump ne serait qu'une parenthèse malheureuse dans la relation transatlantique, mais notre continent découvre avec horreur qu'il peut lui-même être la cible de l'appétit sans limites de son plus puissant allié. L'un des plus fidèles amis des États-Unis, le Danemark, est ainsi explicitement menacé d'une intervention militaire afin de le forcer à céder un de ses territoires.

Les grands principes du droit international, issus en grande partie des deux tentatives de suicide meurtrières de l'Europe au siècle dernier, et qui semblaient avoir triomphé à la fin de la guerre froide, sont redevenus ce qu'ils étaient : de simples principes. Lorsque la force décide de parler, le droit se tait.

Beaucoup a déjà été dit sur les illusions de l'Europe post-guerre froide ; des conséquences catastrophiques des dividendes de la paix, de la paresse économique et politique qui a fait se reposer beaucoup trop d'États européens sur une superpuissance, de la sous-estimation chronique de l'appétit des empires dans un monde globalisé ou de l'état de pensée insulaire dans laquelle se trouve notre continent face à la marche du monde et à ses tendances.

Mais c'est ce dernier qui doit nous inquiéter le plus. D'autres sociétés développées, s'étant crues débarrassées des contraintes de la violence armée et des réalités de la vie internationale, ont aussi par le passé cru pouvoir vivre éternellement dans leurs traditions et leurs illusions. Le réveil fut brutal, mais parfois fertile.

Le choc des bateaux noirs et la modernisation forcée

Le Japon de l'ère Edo (1603-1868), par l'isolement que sa géographie insulaire lui permettait, a ainsi cru pouvoir trouver une sérénité politique immortelle, loin des conflits et des désagréments causés par les barbares.

Ayant finalement forgé dans le sang une unité politique après un siècle et demi de guerre des seigneurs, désespéré des échecs de son aventure coréenne, et surtout, soucieux de l'influence commerciale et culturelle grandissante des premiers navires européens, le pays du soleil levant s'est volontairement fermé au monde. Ne restait qu'une presqu'île artificielle dans le port de Nagasaki ouverte à quelques marchands chinois et néerlandais. Débutèrent ainsi 220 ans d'isolement volontaire de ce pays. Assurément l'une des périodes les plus pacifiques de l'Histoire japonaise, où les arts et les lettres s'épanouirent dans un souci constant de préservation de la tradition, et des structures traditionnelles chargés de maintenir l'harmonie sociale.

Et puis les « navires noirs », ce surnom donné aux premières caravelles européennes, revinrent. Ils ne venaient pas d'Europe cette fois-ci, mais de leurs cousins d'Amérique, devenus depuis l'une des premières puissances démographiques et industrielles du monde. Ces navires ne dépendaient plus des voiles pour naviguer et remonter le vent. Leurs ponts étaient couverts de

suie, mais aussi de canons modernes, dit « Paixhans », inventés en France, et diffusés dans toutes les marines occidentales modernes.

Ces canons à la pointe de la technologie ne tuèrent pourtant personne lors des deux expéditions américaines de 1853 et 1854 dans les eaux japonaises. Mais ils eurent plus d'influence sur cette nation que toutes les tentatives commerciales précédentes, ayant été chargés de démontrer, en quelques salves, la supériorité technologique et militaire désormais écrasante des barbares.

Malgré les difficultés de traduction inhérentes à l'époque, le message était d'une extrême simplicité : « Ouvrez vos ports, accueillez nos navires, commercez avec nous, à nos conditions, ou testez la puissance de nos canons ».

Comme l'écrivait Huntington (si décrié en Europe) :

« L'expansion de l'Occident a été facilitée par la supériorité de son organisation, de sa discipline, de l'entraînement de ses troupes, de ses armes, de ses moyens de transport, de sa logistique, de ses soins médicaux, tout cela étant la résultante de son leadership dans la révolution industrielle. L'Occident a vaincu le monde non parce que ses idées, ses valeurs, sa religion étaient supérieures, mais plutôt par sa supériorité à utiliser la violence organisée. Les Occidentaux l'oublient souvent, mais les non-Occidentaux jamais.¹ »

Il n'y a ainsi pas un seul étudiant japonais qui ne connaisse le nom du Commodore Matthew Perry, celui qui, au nom du gouvernement des États-Unis, a mis fin à ce splendide isolement japonais de deux siècles. Cette diplomatie de la canonnière ouvrit la voie à toute une série d'accords inégaux avec le Japon et à sa soumission forcée au « monde moderne ». Les Américains ne faisaient d'ailleurs ici que suivre ce que les Européens commençaient à faire en Chine, et avaient ailleurs imposé sur toutes les mers du globe.

À la différence de la Chine, qui fut proprement découpée en sphères d'influences et connu plus d'un siècle de remous (dit « siècle d'humiliation », en chinois) le salut du Japon passa par une véritable révolution politique, culturelle et économique. La modernisation à marche forcée du pays — dite *restauration Meiji* — ne se fit pas sans heurts. Elle conduisit d'ailleurs à une quasi-guerre civile entre le Shogunat et les partisans de la modernité sociale et technique. Un peuple isolé du monde et qui s'y croyait supérieur voyait ainsi toute sa structure de pensée remise en cause, sous peine de soumission directe à l'étranger.

Mais la détermination du nouveau pouvoir impérial, la soif d'apprendre d'une grande partie de ses élites et, surtout, l'impérieux objectif politique de l'indépendance face aux impérialismes qui le menaçait, a sauvé *in fine* l'indépendance du pays face à cette ouverture forcée au monde.

Quelques décennies plus tard, recouverts d'usines, de chemins de fer et de ports aux meilleurs standards internationaux, le Japon devenait la première puissance non-occidentale à vaincre un empire, le russe, et signait même une alliance militaire avec la première puissance mondiale de l'époque, le Royaume-Uni, symbole de son acceptation dans le nouvel ordre international.

¹ Tiré de « *Le choc des civilisations* » (1996), Samuel Huntington, édition Odile Jacob, page 49.

Les conséquences de cette histoire ne sont, bien sûr, pas toutes heureuses. La modernisation militaire à marche forcée du Japon et son entrain à copier les sources de la puissance occidentale, y compris l'impérialisme, l'entraînèrent lui-même dans une désastreuse politique de conquête et d'expansion qui l'amènera en 1945 au bord de la destruction totale. Mais l'histoire de sa fascisation n'était pas écrite dans la modernisation Meiji. Cette dernière est encore aujourd'hui source de fierté pour le pays, et sans aucun doute de leçons encore utiles.

Le retour de la diplomatie de la canonnière

Car aujourd'hui, c'est nous, Européens, qui sommes confrontés à notre propre moment Perry. Les bateaux noirs américains ont pris d'autres formes, qu'ils soient des contrats de vassalisation militaires ou des multinationales superpuissantes. Le nom du commandeur Perry a été remplacé par celui de Trump ou Musk, mais que l'on ne s'y trompe pas : la politique est redevenue la même. À savoir l'ouverture forcée de notre territoire aux lois étrangères, sous la menace lourde d'une supériorité militaire et technologique écrasante.

Peut-on vraiment comparer la superpuissance américaine d'aujourd'hui avec ses navires d'alors ? Si le Japon accusait un retard technologique de plusieurs siècles, doit-on autant dramatiser la force de l'Hégémon qui déploie sa toute-puissance ? Tentons de rester factuels : jamais dans l'Histoire de l'humanité aucun pays n'a eu plus de puissance financière et militaire que les États-Unis d'aujourd'hui. Dans des domaines clés, comme la maîtrise des matériaux furtifs, les technologies de l'information et de la communication, l'accès à l'espace ou la production de semi-conducteurs, la supériorité américaine sur le reste du monde est proprement écrasante. Et dans les domaines où elle est en compétition ou en perte de vitesse, comme la construction navale, la production de nanopuces ou l'accès aux terres rares, elle déploie l'étendue du reste de sa puissance (les sanctions, le dollar, les taxes) pour contraindre les acteurs étrangers à se soumettre à son droit et à ses intérêts.

Cela devient parfois difficile face à la gigantesque Chine, mais beaucoup moins face à des acteurs presque sans commune mesure, comme le Venezuela ou le Danemark. Et plus Washington se sentira en danger face à la Chine, plus elle se montrera agressive face au reste du monde. Comme a tenté de le démontrer Graham Allison dans ses travaux, les Empires se sentant remplacés par un autre ont tendance à redoubler de violence pour freiner leur relative perte de puissance. Notre surprise actuelle vient surtout du fait que c'est aujourd'hui l'Empire qui a le plus profité de l'ordre du monde qu'il avait contribué à imposer en 1945 qui veut faire exploser le *statu quo*.

Loin de tenter de le défendre ou de le moderniser pour contraindre d'autres puissances en devenir, l'hégémon entend cette fois exploser cet ordre mondial pour revenir à la loi du plus fort, où il est encore convaincu, parfois à juste titre, de disposer des leviers nécessaires pour asseoir sa supériorité où il le peut. Son gouvernement démagogue ne saisit pas toutes les subtilités des bénéfices de l'architecture de sécurité dont il hérite, et il serait vain d'encore tenter de l'en convaincre. L'Empire américain bienveillant que nous avons connu en Europe en est la première victime. Comme au XIX^e siècle, la thalassocratie mercantile américaine s'impose de nouveau au monde, comme avec Perry, et à ceci près qu'elle n'a plus de rivaux en Europe.

« Les forts font ce qu'ils peuvent, et les faibles subissent ce qu'ils doivent² »

Quand les règles du jeu internationales redeviennent fondées sur la force brute (leur état presque naturel au cours des derniers siècles, arguerons-nous), il n'y a guère que cette dernière qui puisse s'auto-dissuader. Nous l'avons pourtant déjà appris en Europe, face aux puissances de l'Axe après des années de tentatives d'apaisement inutile. Nous l'avons aussi appris lors du développement des armes atomiques et de l'équilibre de la terreur. Nous l'avons appris face à l'Union soviétique et son gigantesque arsenal, qui s'écoule encore aujourd'hui en Ukraine. Nous avons oublié cette grammaire de la force, terrifiés par nos propres actions du siècle dernier. Mais il n'existe pas d'autres langages dans le monde actuel pour initier une discussion plus apaisée. On ne peut pas raisonner un tigre quand on a la tête dans sa gueule, disait Churchill de manière plus imagée. L'image est d'autant plus terrifiante pour de nombreux Européens que l'un des nouveaux tigres est notre ancien allié.

Non pas que l'Amérique soit *de jure* encore devenue notre adversaire, mais telle l'Athènes de la ligue de Délos, son poids militaire et économique devient un outil trop puissant et trop fort pour ne pas recourir à la tentation de l'utiliser, y compris contre ses alliés ou des pays neutres. À l'image d'Athènes conquérant Mélos, une fois la parole du démagogue exprimé et sa flotte déployée, opérer un demi-tour, surtout face à un adversaire sans possibilité de vaincre, serait perçu comme un signe de faiblesse. L'hybris américaine n'a ainsi plus de scrupules à intervenir pour kidnapper des *leaders* d'autres nations, ou de réclamer sa propre souveraineté dans les affaires intérieures de ses alliés.

La nouvelle stratégie de défense américaine le déclare sans ambages : elle se réserve un droit de regard exclusif dans son pré-carré (un « espace vital » dirions-nous) de l'hémisphère occidental. Mais elle déclare aussi qu'elle n'hésitera plus à intervenir ouvertement en Europe, favorisant les partis qui complairont le plus avec Washington et qui ruineront la cohésion de l'Union européenne. Car, ne nous y trompons pas, le plus grand obstacle des États-Unis, de la Russie et de la Chine dans leurs politiques européennes, c'est l'Europe elle-même si elle venait à en avoir une commune. Diviser pour mieux régner, comme nous l'avons fait nous-mêmes dans nos anciens empires coloniaux. Il est d'ailleurs étonnant que beaucoup en Europe ne s'en souviennent pas. Ou pire, décident de se jeter volontairement dans la soumission à la puissance la plus offrande, pourvu qu'elle les aide à accéder au pouvoir ou contribue à affaiblir leurs adversaires politiques nationaux.

Faire le deuil de la *pax americana*

Le choc est rude. D'autant plus car le coup vient de nos cousins culturels. De ceux qui, jusque-là, s'étaient si peu comportés de cette manière brute et impérialiste sur le vieux continent. Les Américains avaient été essentiels dans la libération de l'Europe occidentale, et même les vaincus allemands et italiens étaient rapidement devenus largement reconnaissants que la puissance américaine vienne les protéger de l'Union soviétique et de la misère. Ce sont les

² Tiré du dialogue entre Athéniens et Méliens, lors de l'invasion de cette île neutre par la puissance athénienne.

anciennes grandes puissances coloniales, Royaume-Uni et France en tête, qui ont d'ailleurs demandé que la puissance américaine demeure en Europe afin d'assurer la sécurité du continent, entraînant la création de l'OTAN en 1949.

Encore pleine de sa vertu wilsonienne et fatigué des tentatives de suicide du continent, Washington avait encouragé les tentatives de construction d'une Europe unie. Devenue garante des nouveaux principes du droit international face à Staline, et hébergeant sur son sol la nouvelle Organisation des Nations unies, l'Amérique ne ressemblait décidément pas à un empire comme les autres.

Lorsque la France s'était retirée du commandement intégré de l'OTAN en 1966 et avait demandé que les GI's quittent son territoire, nul équivalent otanien du printemps de Prague ou du blocus de Cuba. Dans les années 70 et 80, alors que les miracles économiques des anciens ennemis japonais et allemands tendaient à remplacer les voitures américaines au cœur même de New York, nulle rétorsion commerciale ou douanière à la hauteur de ce que nous vivons aujourd'hui. Lorsque l'Europe s'est retrouvée incapable de répondre au premier conflit sur son sol depuis 1945, en ex-Yougoslavie, c'est l'intervention américaine qui y a mis fin. Alors que l'Union soviétique était morte, et ses anciens satellites dévolus à intégrer une Europe prospère et en paix, bien peu en Europe imaginaient que nous pourrions retourner à l'âge des Empires avides de territoires.

L'Irak en 2003 a été une première brèche dans cette illusion. Si le continent a été profondément divisé sur le soutien à apporter ou non à cet aventurisme vengeur et messianique de l'administration Bush, il a vite décidé de l'oublier lorsque le président Obama a été élu. Certains pays, notamment la France, n'ont pourtant pas oublié les multiples humiliations américaines de cette époque, notamment les multiples accusations de couardises à son égard. Dure et injuste attaque sur un pays dont les forces armées ont presque constamment été engagées dans des actions militaires depuis 1945, notamment en soutien de leur allié américain. Mais l'Europe a préféré, et on peut la comprendre vu l'avantage qu'elle tirait de la situation, à vivre dans l'illusion d'une paix perpétuelle assuré par cet indispensable allié.

Elle le fera encore en partie en 2008 et 2014, lorsque l'Empire russe, bien moins subtil, tentera de reprendre pied dans ses anciennes colonies. Mais l'Europe occidentale se berçait encore dans l'illusion que la Russie ne pouvait cacher des vellétés impériales contraires à notre propre vision de la modernité. L'invasion à grande échelle de 2022 a apporté un semblant d'unité au continent, sans qu'il fût pour autant capable de répondre à la hauteur de ce sujet stratégique pour sa stabilité et sa propre sécurité. Le manque d'investissement et de réflexion stratégiques durant des décennies finit toujours par se payer. Là aussi, l'Europe dépend de son grand allié américain pour pourvoir à sa propre sécurité et assurer une dissuasion stratégique suffisante face à un autre empire qui ne se cache de vouloir fracturer l'Europe.

Mais voici venu le temps où l'empire protecteur devient lui aussi prédateur sur ses propres alliés. Et ce à une échelle et avec une soudaineté telle qu'une intervention commando dans un pays d'Amérique latine, mêlé à des déclarations de plus en plus inquiétantes sur le Groenland, suffisent à nous poser aujourd'hui une question lourde de sens : combien de pays européens seraient eux-mêmes capables de résister à ce type d'opérations défiant le droit international ? Pour aussi terrifiante qu'elle soit, la réponse est simple ; aucun ou presque. Il n'y a peut-être aujourd'hui plus que l'atome qui contraint qui que ce soit à la retenue dans les relations internationales.

Nous devons faire le deuil de l'Amérique que nous connaissions. Nous y perdons beaucoup, sans aucun doute. Mais nous perdrons encore plus à croire qu'elle puisse revenir, que ce soit par les flatteries, plus de dépendance économique ou par la servitude volontaire.

Les conséquences à long terme d'une Amérique en pleine mutation

Dans sa vision de l'Europe traduite par sa nouvelle stratégie de sécurité nationale et ses déclarations agressives, l'administration Trump projette cependant nombre de ses propres peurs. Le document décrit une Europe qui ne serait bientôt plus l'Europe, submergée à la fois par des vagues migratoires remplaçant sa population, des processus électoraux viciés et un conformisme moral lui interdisant de rester elle-même. Si l'on en croit les données statiques les plus récentes, c'est pourtant aux États-Unis que la population blanche deviendra minoritaire dès 2040, et cette dernière souffre d'ailleurs d'une réduction dramatique de son espérance de vie causée par les opioïdes. Ce sont les universités américaines qui tentent depuis une trentaine d'année d'insuffler au monde une vision poststructuraliste de la société presque uniquement fondée sur l'origine et les biais ethniques, enfant déformé de la fameuse « French theory » des années 1960, et non les universités du vieux continent.

Ce sont aux États-Unis que nous avons assisté à un déchainement d'une foule contre des institutions démocratiquement élues pour tenter d'empêcher la validation d'une élection présidentielle le 6 janvier 2020. Ce sont aux États-Unis que les prétendus chantres de la liberté d'expression rachètent des réseaux sociaux et manipulent leurs algorithmes pour favoriser les discours allant uniquement dans leur sens. Peu importe si ces discours émanent de robots ou tentent d'influencer la politique américaine depuis la Russie, le Nigéria ou l'Inde. Ce sont aux États-Unis qu'un secrétaire d'État à la Défense tente aujourd'hui de pousser au silence un sénateur, héros de guerre, par des menaces directes sur son rang dans la réserve de la marine.

Notre Europe est loin d'être en grande forme, et nous savons à quel point elle a besoin de se réinventer. Mais elle n'est pas le fantasme projeté des peurs américaines, et qui explique en grande partie la détestation de la part des élites MAGA de notre continent, en plus de notre faute, bien réelle cette fois, d'être restés passifs face à un monde et un hégémon qui se transformait de l'intérieur. N'oublions pas, pour reparler de lui, que le dernier ouvrage d'Huttington, autrefois président de la chair de relations internationales de Harvard (le graal du graal de l'élite américaine), ne parlait pas de relations internationales ; mais du devenir de la société américaine.

Dans *Who are We?* il prédisait la fracture de l'identité nationale américaine, bouleversée par l'immigration et de nouveaux traits culturels, et imaginait en conséquence une plus grande violence politique et corruption des institutions. Sans affirmer ou non qu'il aurait eu raison sur les causes de cette déperdition des valeurs de la démocratie américaine, force est de constater que l'Amérique que nous connaissions, parfois exemple pour le reste du monde libre, cette Amérique-là est en train de mourir. Elle n'hésitera hélas pas à entraîner notre continent dans l'abîme de ses fractures internes, de ses peurs et des conséquences électorales de sa démagogie.

Trump n'est que la partie émergée de l'iceberg, celle d'une Amérique qui n'a jamais su véritablement trancher entre être le phare du monde libre ou son débiteur. Elle a souvent été les

deux et a alterné successivement les périodes d'isolement et interventionnisme quasi-messianique. Le lien civilisationnel qui nous unissait ne fait *de facto* que se distendre. Le discours du vice-président JD Vance à Munich – le potentiel successeur de Trump – nous a montré que cette vision de l'affrontement États-Unis-Europe était volontaire, théorisée et ancrée dans une partie de l'appareil washingtonien.

L'Europe n'est plus le cœur du monde, et encore moins des bonnes pensées américaines. Cela n'empêche pas un avenir plus apaisé entre les deux rives de l'Atlantique, mais il serait sage de ne pas uniquement compter dessus.

Si l'on espère ainsi se rassurer en regardant du côté démocrate, que l'on se rappelle que la toute première visite de Kamala Harris sur le vieux continent est advenue en... 2021, à l'âge de 57 ans. Elle était d'ailleurs venue tenter d'apaiser la crise avec Paris après que les États-Unis eurent torpillé l'accord stratégique sur les sous-marins français vendus à l'Australie. L'Amérique européenne, à l'image de son dernier représentant Joe Biden, a été poussée vers la retraite.

Les comparaisons historiques épuisées et le bilan posé, que faire ?

Pour ne pas rester longtemps la proie des traités inégaux qui ne manqueront pas de s'abattre sur nous dans les prochaines années – qu'ils viennent d'Amérique ou d'ailleurs – pour ne pas rester à la traîne de la modernité, pour ne pas rester indéfiniment dépendant des technologies d'autrui, pour ne pas devenir un simple marché de consommateurs averses au risque, pour ne plus dépendre des flux migratoires comme seule source de croissance économique et de crise politique ; l'Europe doit vivre sa propre restauration Meiji.

Cela sera sans doute difficile, brutal et aux conséquences encore incertaines. Est-ce d'ailleurs seulement possible dans un continent qui ne jouit pas de l'unité politique, linguistique et culturelle qui caractérisait le Japon de l'époque ? Nous sommes au moins certains que si rien n'est fait, nous serons nous-mêmes découpés, soumis et proies faciles dans ce monde en perpétuelle évolution. Peut-être cette série de secousses sismiques depuis le début du siècle est-elle nécessaire pour réveiller le géant endormi qu'est l'Europe. Prenons un exemple de ce qu'il serait nécessaire de faire pour changer le rapport de force actuel.

La diplomatie transactionnelle comme successeure du lien transatlantique

Un des avantages qui a permis la survie du Japon d'alors était la rude compétition entre puissances impériales pour s'approprier l'Asie. Le Japon a habilement et tour à tour séduit l'Empire français, allemand et britannique pour ne pas être sous le joug unique de Washington. Après avoir subi la loi de nombreux traités inégaux, sa diplomatie a gagné en maturité et en connaissances des acteurs étrangers pour les mettre en compétition pour accéder à son marché,

tout en recherchant à s'approprier les technologies occidentales et les reproduire à son tour. Le parallèle avec la Chine moderne est frappant.

Une diplomatie transactionnelle, sans embarras vis-à-vis de certaines conventions morales, est une constante des puissances en développement qui cherchent à s'affranchir des tutelles étrangères. Nous pouvons voir le même cas de figure aujourd'hui avec la Turquie, les Émirats ou l'Inde. L'Europe doit apprendre la diplomatie de la transaction brute et du marchandage avec les Empires. Et refuser de se tourner uniquement vers des alliés anciens par simple défaut d'imagination ou peur des rétorsions via le biais d'une alliance militaire intrinsèquement inégale. Cette dernière nécessite d'ailleurs plus qu'un rééquilibrage, mais une reprise en main européenne des mécanismes de sécurité chargés de la protection du continent. C'est d'ailleurs ce que l'Amérique demande en partie.

Si l'Europe attise autant les convoitises des empires, ce n'est pas uniquement parce qu'elle est une proie facile : c'est aussi qu'elle est nécessaire au développement économique du reste du monde. Nous avons encore le premier marché intérieur au monde, et son accès doit devenir un objet de marchandage de haute lutte entre empires concurrents, pour notre bénéfice industriel et technologique. Nous devons cesser de croire que le libre échange à tout prix est une nécessité de la coopération avec les États-Unis ou la Chine. Nous devons accepter de les faire jouer l'un contre l'autre, de manière égale. Et aussi accepter que nous ayons besoin de certaines ressources industrielles, minérales ou technologiques d'autres continents. Mais pas à n'importe quel prix.

Le commerce est aussi une arme, et personne n'a jamais hésité à envoyer ses navires militaires pour le défendre auparavant. Cela ne doit pas nous rendre partisans des méthodes qui ont conduit à notre hybris et aux malheurs du siècle dernier, mais notre grammaire commerciale et diplomatique doit à minima devenir équivalente à celles des empires. Nous y gagnerons déjà le respect nécessaire à toute négociation apaisée. Or nous disposons déjà pour une partie de l'Europe d'organes supranationaux chargés de la représentation de 27 États face aux géants. Mais le devoir des nations est de désormais la sommer de passer à cet indispensable changement de logiciel diplomatique et mercantile.

La question de l'échelle pertinente

Ceci n'est que l'une des premières étapes nécessaires à la défense de nos intérêts communs, car malgré la diversité des peuples et des États qui forment l'ensemble européen, qu'ils fassent partie de l'Union européenne ou non, républiques ou monarchies parlementaires, il existe des intérêts fondamentaux que nous pouvons définir comme nécessaires à notre simple survie géopolitique : la non-remise en cause des frontières issues de la dernière guerre mondiale, la gestion de la prolifération des armements sur le continent européen, la gestion des flux migratoires, le contrôle de nos frontières douanières, la protection de nos fleurons industriels, la préservation de l'emploi qualifié, l'investissement dans les nouvelles technologies, l'accès aux sources d'énergie nécessaires à notre développement, la préservation d'un environnement planétaire durable...

Tout le reste, aussi divers et varié que le fonctionnement de nos réseaux d'électricité, la reconnaissance ou non de l'État palestinien, le port de signes religieux dans l'espace public et

centaines d'autres questions politiques peuvent encore être résolus soit dans l'espace national, soit entre européens. Et uniquement entre européens.

Pour pouvoir préserver la richesse de nos débats politiques nationaux, il est nécessaire de pouvoir hiérarchiser ces questions face à celles qui constituent une question de survie pour l'Europe face aux empires, et doivent être traités à l'échelon de notre continent. Pour empêcher cela, ces empires n'auront de cesse de vouloir interférer, séduire ou corrompre chaque nation particulière. Car, que l'on ne s'y trompe pas, le plus grand obstacle des Etats-Unis, de la Russie et de la Chine dans leurs politiques européennes ; c'est si cette dernière venait à en avoir une commune.

Ce texte n'est pas un plaidoyer pour le fédéralisme ou une romantisation du projet européen. Mais la même continuité d'une approche réaliste des relations internationales, qui tend à considérer la force comme vecteur premier (mais pas unique) des relations entre sociétés. Que peut faire un seul pays européen face aux nouveaux Empires ? La Californie à elle seule est plus riche que tous les pays européens — à l'exception de l'Allemagne. La province du Guangdong est plus peuplée que l'ensemble des pays ayant rejoint l'UE depuis 1995. La Russie dispose de dix fois plus de têtes nucléaires que l'ensemble des nations européennes.

Peut-on se dire réaliste et croire que l'on peut encore négocier d'État à État dans ces conditions ? Ce n'est pas par charité que Pékin, Moscou ou Washington continuent de tenter des politiques bilatérales. C'est pour flatter notre vanité historique et nous faire oublier quelle place nous pourrions prendre si nous nous en donnions les moyens. Diviser pour mieux régner, comme nous l'avons fait nous même dans nos anciens empires coloniaux. Il est d'ailleurs étonnant que beaucoup en Europe — y compris dans mon propre pays — ne s'en souviennent pas. Ou, pire, décident de se jeter volontairement dans la soumission à la puissance la plus offrande. Pourvu qu'elle les aide à accéder au pouvoir ou contribue à affaiblir leurs adversaires politiques nationaux.

Le défi d'une génération

Face à ce monde redevenu brutal, l'Europe hésite. Elle hésite parce qu'elle a oublié qu'elle devait choisir. La soumission était confortable ; la transformation est risquée. Surtout qu'elle concerne autant nos modes de gouvernance que nos modèles de sociétés. Mais l'Histoire ne récompense jamais les sociétés qui confondent confort et sécurité, ou qui se croient à l'abri de la marche du monde. Le Japon de l'ère Edo en a été une preuve flagrante.

Dans le reste des tâches essentielles pour nous préserver de la diplomatie de la canonnière, nous ne pouvons plus compter sur les institutions nationales ou européennes telles que nous les connaissons. Nous ne pouvons plus compter sur la présence rassurante d'un cousin surpuissant pour assurer notre défense. Nous ne pouvons pas compter non plus sur ceux qui seraient prêts à soutenir le parti de l'étranger pour accéder au pouvoir. Nous ne pouvons pas compter non plus sur la non-appétence au risque de générations uniquement soucieuses de leur tranquille retraite. Tout sera difficile. Mais nous avons au moins la certitude de ce qui nous arrivera si nous ne tentons rien : notre propre siècle d'humiliation.

Peut-être pouvons-nous compter sur une nouvelle génération d'européens (dramatiquement minoritaires au regard de la démographie) pour sonner notre modernisation face au monde.

La seule réponse possible est une montée en puissance collective, politique, industrielle, et stratégique. Et l'apprentissage du langage de la transaction et de la force. Non pour l'adorer, mais pour la contenir.

Notre commerce, le marché unique, le financement des nouvelles technologies, la sécurité collective : tous ces enjeux doivent redevenir des instruments de négociation et de transaction face aux empires, et non plus des vulnérabilités ouvertes. Notre continent doit rester notre propre zone d'influence. Il est tout ce qui nous reste comme richesse.

Notre moment Perry est là. Les bateaux noirs ne sont plus à l'horizon : ils sont en face de nos côtes. Certains continueront de croire que le statu quo peut tenir. D'autres préféreront se vendre à la puissance du moment. La diverse, mais riche Europe, doit choisir. Comme le Japon hier, elle peut décider de se transformer pour survivre. Ou subir.

L'Histoire n'attend jamais ceux qui détournent le regard.



Institut
EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org